

HOOFDSTUK VII. — *Opheffingsbepalingen*

**Art. 25.** Artikel 4 van het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een Openbare Maatschappij voor Waterbeheer wordt opgeheven.

HOOFDSTUK VIII. — *Bijzondere en overgangsbepalingen*

**Art. 26.** In afwijking van artikel 4 wordt een op de datum van inwerkingtreding van dit decreet bestaande aansluiting uiterlijk 31 december 2005 door de verdeler op zijn kosten van een meter voorzien als zulks niet het geval is.

Tijdens die overgangperiode wordt de overeenkomstig artikel 16 ingevoerde standaardtarifiering per aansluiting toegepast voor een aansluiting die niet met een meter uitgerust is.

**Art. 27.** De op 1 juli 2003 lopende specifieke overeenkomsten blijven van toepassing.

HOOFDSTUK IX. — *Slotbepalingen*

**Art. 28.** De territoriale bevoegdheid van de rechterlijke overheden waar de geschillen i.v.m. de toepassing van dit decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan aanhangig gemaakt worden, wordt volgens de regels van het Gerechtelijk Wetboek vastgelegd.

**Art. 30.** Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt, met uitzondering van artikel 16, dat in werking treedt op 1 januari 2005.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 12 februari 2004.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,

J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,

M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,

Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling, Vorming en Huisvesting,

Ph. COURARD

Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

*Stukken van de Raad 645 (2003-2004), nrs. 1 tot 7.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 11 februari 2004.*

*Bespreking - Stemming.*

## MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2004 — 1020

[2004/200756]

## 12 FEVRIER 2004. — Décret relatif aux Commissaires du Gouvernement (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Généralités*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle des matières visées par l'article 39 de la Constitution.

**Art. 2.** Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° « Commissaire du Gouvernement » : la personne désignée par le Gouvernement, quelle que soit la dénomination de sa fonction, pour exercer des missions d'information et de contrôle de la légalité et de l'intérêt général au sein d'un organisme;

2° « organisme » : toute personne morale visée à l'article 3;

3° « organe de gestion » : le conseil d'administration de l'organisme ou, à défaut, tout autre organe, quelle que soit sa dénomination, qui dispose de tous les pouvoirs nécessaires à la réalisation de la mission ou de l'objet social de l'organisme;

4° « charte du Commissaire du Gouvernement » : l'engagement formel conclu entre le Gouvernement ou le Ministre de tutelle et le Commissaire du Gouvernement, conformément à l'article 20.

5° « Ministre de tutelle » : le Ministre du Gouvernement qui s'est vu attribuer un pouvoir de contrôle particulier sur l'organisme visé à l'article 3, §§ 1<sup>er</sup> et 2, en vertu du décret ou de l'arrêté portant création dudit organisme ou de l'arrêté portant répartition des compétences au sein du Gouvernement.

6° « Gouvernement » : le Gouvernement de la Région wallonne.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Le présent décret est applicable aux organismes suivants :

- 1° l'Agence wallonne à l'Exportation;
- 2° l'Agence wallonne des Télécommunications;
- 3° le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie;
- 4° l'Intercommunale du circuit de Spa-Francorchamps;
- 5° l'« Office for Foreign Investors in Wallonia »;
- 6° l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;
- 7° le Port autonome du Centre et de l'Ouest;
- 8° le Port autonome de Charleroi;
- 9° le Port autonome de Liège;
- 10° le Port autonome de Namur;
- 11° l'A.S.B.L. Service social;
- 12° la Société aéroportuaire de Bierset;
- 13° la Société de Gestion et de Participations;
- 14° la Société pour le Fonds de Rénovation industrielle;
- 15° la Société wallonne de Crédit social;
- 16° la Société publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement;
- 17° la Société publique de Gestion de l'Eau;
- 18° la Société régionale wallonne du Transport;
- 19° la Société wallonne de l'Aéronautique et de l'Espace;
- 20° la Société wallonne des Aéroports;
- 21° la Société wallonne des Eaux;
- 22° la Société wallonne d'Economie sociale marchande;
- 23° la Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures;
- 24° la Société wallonne du Logement;
- 25° la Société wallonne de Financement et de Garantie des P.M.E.;
- 26° la Société de Transports en commun du Brabant wallon;
- 27° la Société de Transports en commun de Charleroi;
- 28° la Société de Transports en commun du Hainaut;
- 29° la Société de Transports en commun de Liège-Verviers;
- 30° la Société de Transports en commun de Namur-Luxembourg;
- 31° Wallimage;
- 32° la Commission wallonne pour l'Energie.

§ 2. Après son entrée en vigueur, le présent décret s'applique à toute personne morale dont le décret ou l'arrêté qui en porte création institue un Commissaire du Gouvernement.

#### CHAPITRE II. — *Désignation et révocation du Commissaire du Gouvernement*

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Le Commissaire du Gouvernement est nommé par le Gouvernement.

Préalablement à la nomination, le Gouvernement vérifie :

- 1° que le candidat offre une disponibilité suffisante pour exercer son mandat;
- 2° par la production d'un curriculum vitae, que le candidat dispose des compétences professionnelles, de l'expérience utile, notamment dans les domaines d'activité de l'organisme;
- 3° par la production d'un certificat de bonnes conduite, vie et mœurs, que le candidat n'a encouru aucune condamnation pénale incompatible avec l'exercice de la fonction de Commissaire du Gouvernement ou, à défaut, d'une déclaration sur l'honneur qu'il n'a pas encouru une telle condamnation;
- 4° que le candidat atteste par une déclaration sur l'honneur, par écrit, qu'il ne se trouve pas dans les hypothèses visées par l'article 5;
- 5° qu'il n'existe pas dans le chef du candidat de conflit d'intérêt fonctionnel ou personnel, direct ou indirect, en raison de l'exercice d'une activité ou de la détention d'intérêts dans une personne morale exerçant une activité concurrente à celle de l'organisme.

§ 2. En cas de démission, de décès ou de révocation du Commissaire du Gouvernement, ou de l'exercice d'une fonction incompatible par celui-ci, ce dernier est remplacé, dans les meilleurs délais, selon la procédure prévue au § 1<sup>er</sup>.

**Art. 5.** Le Gouvernement ne peut désigner, en qualité de Commissaire du Gouvernement, une personne membre ou sympathisante de tout organisme, parti, association ou personne morale quelle qu'elle soit, qui ne respecte pas les principes démocratiques énoncés notamment par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par les protocoles additionnels à cette Convention en vigueur en Belgique, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie, et par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste pendant la Seconde Guerre mondiale ou toute autre forme de génocide.

Si le Gouvernement rejette la candidature d'une personne sur la base de l'alinéa précédent, il motive spécialement sa décision.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice d'autres limitations prévues par ou en vertu d'une loi, d'un décret, d'un arrêté ou des statuts de l'organisme, les missions du Commissaire du Gouvernement sont incompatibles avec le mandat ou les fonctions de :

- 1° membre du Gouvernement de l'Etat fédéral, d'une Région ou d'une Communauté;
- 2° membre du Parlement européen, des Chambres législatives fédérales ou d'un parlement de Région ou de Communauté;
- 3° gouverneur ou député provincial;
- 4° membre du personnel de l'organisme ou de son organe de gestion, ou d'une de ses filiales ou de l'organe de gestion d'une des filiales;
- 5° conseiller externe ou consultant régulier de l'organisme;
- 6° bourgmestre, échevin, président de centre public d'aide sociale et président d'intercommunale.

§ 2. Si au cours de son mandat, le Commissaire du Gouvernement accepte d'exercer une fonction ou un mandat visé au § 1<sup>er</sup>, son mandat prend fin de plein droit. Il est remplacé par un Commissaire du Gouvernement nommé conformément à l'article 4.

**Art. 7.** Sans préjudice de la possibilité de mettre fin à tout moment aux missions du Commissaire, le Gouvernement peut, après audition du Commissaire du Gouvernement, révoquer celui-ci, dans les hypothèses suivantes :

- 1° s'il a commis sciemment un acte incompatible avec la mission ou l'objet social de l'organisme;
- 2° s'il a commis une faute ou une négligence grave dans l'exercice de ses missions;
- 3° s'il est, au cours d'une même année, absent, sans justification, à plus de trois réunions régulièrement convoquées et auxquelles sa présence est requise, en vertu du décret ou de l'arrêté portant création de l'organisme;
- 4° s'il ne remplit plus les conditions prévues à l'article 4, § 1<sup>er</sup>.

Au cours de son audition, le Commissaire du Gouvernement peut être assisté par la personne de son choix.

#### CHAPITRE III. — Missions du Commissaire du Gouvernement

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Le Commissaire du Gouvernement est chargé du contrôle, au regard de la légalité et de l'intérêt général, de l'organisme au sein duquel il exerce ses missions.

§ 2. Dans un délai de quatre jours francs, le Commissaire du Gouvernement exerce un recours contre toute décision qu'il juge contraire aux lois, aux décrets, aux arrêtés, au contrat de gestion et à l'intérêt général.

Ce recours est suspensif.

Le délai de quatre jours prend cours à partir du jour de la réunion à laquelle la décision a été prise, pour autant que le Commissaire y ait été régulièrement convoqué ou, dans le cas contraire, à partir du jour où il a reçu connaissance de ladite décision.

Si le Commissaire du Gouvernement exerce le recours visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le Gouvernement dispose d'un délai de trente jours francs prenant cours le même jour que celui visé à l'alinéa précédent, pour annuler la décision de l'organisme. Passé ce délai, la décision de l'organisme est définitive. Le délai de trente jours peut être prorogé d'un nouveau délai de dix jours par décision du Gouvernement.

La décision de prorogation ou d'annulation est notifiée à l'organisme par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception.

**Art. 9.** Le Commissaire du Gouvernement peut faire inscrire à l'ordre du jour des organes dans lesquels il est appelé à siéger tous les points qu'il juge utiles dans le cadre de l'accomplissement de sa mission, et notamment les points en rapport avec :

- 1° le respect du décret ou de l'arrêté portant création de l'organisme;
- 2° le respect des statuts de l'organisme;
- 3° le cas échéant, le respect des obligations de l'administrateur public découlant du décret organisant le statut de l'administrateur public;
- 4° le cas échéant, le respect des obligations découlant du décret relatif au contrat de gestion dans certains organismes publics wallons ou du contrat de gestion lui-même.

**Art. 10.** Le Commissaire du Gouvernement fait spécialement rapport au Ministre-Président, au Ministre de tutelle et au Ministre du Budget à propos de toute décision ou tout acte de l'organe de gestion qui risque d'avoir une incidence significative sur la mise en œuvre de la mission de service public de l'organisme, sur le budget de la Région wallonne ou, le cas échéant, sur les obligations découlant du contrat de gestion.

Le Commissaire du Gouvernement fait, de même, spécialement rapport au Ministre ayant la fonction publique dans ses attributions à propos de toute décision ou tout acte de l'organe de gestion qui risque d'avoir une incidence significative sur le statut des agents de l'organisme.

**Art. 11.** Le Commissaire du Gouvernement communique au Ministre-Président, au Ministre de tutelle et au Ministre du Budget :

1° dans les deux jours ouvrables de sa réception, l'ordre du jour de chacune des réunions auxquelles sa présence est requise en vertu du décret ou de l'arrêté portant création de l'organisme, en attirant, le cas échéant, l'attention des Ministres sur les points essentiels et, en toute hypothèse, sur les points touchant à sa mission relatifs aux décisions stratégiques visées à l'article 12, § 1<sup>er</sup>, du décret organisant le statut de l'administrateur public;

2° dans les cinq jours ouvrables qui suivent les réunions visées au 1°, un rapport circonstancié comprenant, à tout le moins, toute observation utile relative aux points essentiels et aux décisions stratégiques adoptées ou envisagées lors desdites réunions.

**Art. 12.** Le Commissaire du Gouvernement ou un seul des Commissaires du Gouvernement lorsque plusieurs Commissaires sont nommés au sein de l'organisme communique, dans les meilleurs délais, au Ministre-Président, au Ministre de tutelle et au Ministre du Budget, les informations relatives à sa mission qu'ils sollicitent, assorties le cas échéant de ses commentaires.

**Art. 13.** Le Commissaire du Gouvernement communique au Ministre-Président, au Ministre de tutelle et au Ministre du Budget un rapport trimestriel sur la situation de la trésorerie de l'organisme, ainsi qu'un rapport semestriel sur les évolutions marquantes de celle-ci.

**Art. 14.** Le Commissaire du Gouvernement rédige à l'attention du Ministre-Président, du Ministre de tutelle et au Ministre du budget, un avis écrit et circonstancié, dans l'hypothèse où :

1° les Commissaires-réviseurs ou, le cas échéant, à défaut, les Commissaires aux comptes, dont le décret ou l'arrêté portant création de l'organisme prévoit l'intervention, informent l'organe de gestion qu'ils ont constaté une situation susceptible de compromettre la continuité de l'organisme;

2° il constate certains manquements commis par un administrateur public au regard des obligations qui lui incombent en vertu du décret organisant le statut de l'administrateur public ou en vertu de la charte de l'administrateur public.

**Art. 15.** Dans l'exercice de ses missions, le Commissaire du Gouvernement dispose des pouvoirs les plus étendus. Il peut, à tout moment, prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous documents et de toutes les écritures de l'organisme. Il reçoit, en temps utile, tous les documents ayant trait aux questions portées à l'ordre du jour des organes dans lesquels il est appelé à siéger.

Le Commissaire du Gouvernement peut requérir de tous les administrateurs, agents ou préposés, toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui lui paraissent nécessaires à l'exécution de ses missions.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des dispositions contenues aux articles 10 à 14, ni des obligations qui découlent de la loi ou du décret, le Commissaire du Gouvernement ne peut utiliser ou divulguer des informations dont il a eu connaissance dans le cadre de ses missions, si l'utilisation ou la divulgation de ces informations est de nature à porter préjudice aux intérêts de l'organisme.

§ 2. Les destinataires des informations communiquées en vertu des articles 10 à 14 ne sont pas autorisés à utiliser ou divulguer ces informations, si l'utilisation ou la divulgation est de nature à porter préjudice aux intérêts de l'organisme.

**Art. 17.** Le Commissaire du Gouvernement se tient au courant des évolutions législatives et réglementaires, générales et sectorielles, ayant trait à son statut, à ses fonctions, ainsi qu'à la mission ou à l'objet social de l'organisme considéré.

A cet égard, l'organisme met sur pied ou finance, à l'intention du Commissaire du Gouvernement, des séances d'information ou des cycles de formation pour permettre au Commissaire du Gouvernement d'assurer sa formation permanente.

**Art. 18.** Selon une procédure arrêtée par le Gouvernement, celui-ci informe le Commissaire du Gouvernement des orientations d'opportunité relatives aux statuts, aux missions et à l'objet social de l'organisme.

**Art. 19.** Lorsque, en application de l'article 12, § 2, du décret organisant le statut de l'administrateur public, le Gouvernement fait part à l'organe de gestion de l'organisme de sa position à propos d'une décision stratégique envisagée, il en informe également le Commissaire du Gouvernement.

#### CHAPITRE IV. — *Charte du Commissaire du Gouvernement*

**Art. 20.** Le Gouvernement ou le Ministre de tutelle conclut avec le Commissaire du Gouvernement une charte du Commissaire du Gouvernement.

Le Gouvernement détermine le contenu de cette charte.

Celle-ci contient au moins l'engagement du Commissaire du Gouvernement :

1° d'assurer que l'intérêt général, la légalité et les objectifs de l'organisme, tels que définis dans le cadre réglementaire et dans le contrat de gestion, soient respectés;

2° de préserver, en conformité avec les normes en vigueur, les intérêts de l'actionnaire public tant dans les services publics que dans les autres activités de l'organisme;

3° de développer et de mettre à jour ses compétences professionnelles dans les domaines d'activité de l'organisme;

4° de rédiger et de transmettre avec la diligence requise tous les rapports et avis écrits aux Ministres concernés conformément aux dispositions du présent décret;

5° de communiquer les informations conformément aux dispositions du présent décret;

6° de respecter la plus grande discrétion à propos de l'exercice de sa mission, plus particulièrement à propos des informations et indications qu'un Ministre viendrait à lui donner.

CHAPITRE V. — *Disposition transitoire et finale*

**Art. 21.** Les organismes veillent à mettre leurs statuts en concordance avec les dispositions du présent décret.  
Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.  
Namur, le 12 février 2004.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,  
S. KUBLA  
Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,  
J. DARAS  
Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,  
M. DAERDEN  
Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET  
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART  
Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ch. MICHEL  
Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE  
Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
Ph. COURARD

—  
Note

(1) *Session 2003-2004.*  
*Documents du Conseil 622 (2003-2004) n<sup>os</sup> 1 à 5.*  
*Compte rendu intégral, séance publique du 11 février 2004.*  
Discussion, vote.

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 1020

[2004/200756]

**12. FEBRUAR 2004 — Dekret über die Regierungskommissare (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Allgemeines*

**Artikel 1** - Das vorliegende Dekret regelt eine in Artikel 39 der Verfassung erwähnte Angelegenheit.

**Art. 2** - Für die Anwendung des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

1° «Regierungskommissar»: die Person ungeachtet der Bezeichnung ihres Amtes, die durch die Regierung bezeichnet wird, um die Informations- und Kontrollaufgaben der Gesetzmäßigkeit und des Interesses der Allgemeinheit innerhalb einer Einrichtung auszuüben;

2° «Einrichtung»: jegliche in Artikel 3 erwähnte juristische Person;

3° «Verwaltungsorgan»: der Verwaltungsrat der Einrichtung oder mangels dessen jedes andere Organ, ungeachtet seiner Bezeichnung, das über alle notwendigen Befugnisse zur Durchführung des Auftrags oder Gesellschaftszwecks der juristischen Person verfügt;

4° «Charta des Regierungskommissars»: die zwischen der Regierung oder dem Aufsichtsminister und dem Regierungskommissar gemäß Artikel 20 abgeschlossene formelle Verpflichtung;

5° «Aufsichtsminister»: der Minister der Regierung, dem eine besondere Kontrollmacht über die in Artikel 3, §§ 1 und 2 erwähnte Einrichtung aufgrund des Dekrets oder des Erlasses zur Errichtung der besagten Einrichtung oder aufgrund des Erlasses zur Festlegung der Zuständigkeiten innerhalb der Regierung erteilt wird;

6° «Regierung»: die Regierung der Wallonischen Region.

**Art. 3** - § 1. Das vorliegende Dekret ist auf die folgenden Einrichtungen anwendbar:

1° die «Agence wallonne à l'Exportation» (Wallonische Exportagentur);

2° die «Agence wallonne des Télécommunications» (Wallonische Telekommunikationsagentur);

3° der «Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie» (Wohnungsfonds der kinderreichen Familien der Wallonie);

4° die «Intercommunale du circuit de Spa-Francorchamps»;

5° das «Office for Foreign Investors in Wallonia» (Amt für ausländische Investoren in der Wallonie);

6° das «Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi» (Wallonisches Amt für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung);

7° der «Port autonome du Centre et de l'Ouest» (autonomer Hafen Centre-Ouest);

- 8° der «Port autonome de Charleroi» (autonomer Hafen Charleroi);
- 9° der «Port autonome de Liège» (autonomer Hafen Lüttich);
- 10° der «Port autonome de Namur» (autonomer Hafen Namur);
- 11° die «A.S.B.L. Service social» (VoE Sozialdienst);
- 12° die «Société aéroportuaire de Bierset»;
- 13° die «Société wallonne de Gestion et de Participations» (Wallonische Verwaltungs- und Beteiligungsgesellschaft);
- 14° die «Société pour le Fonds de Rénovation industrielle»;
- 15° die «Société wallonne de Crédit social» (Wallonische Sozialkreditgesellschaft);
- 16° die «Société publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement» (öffentliche Gesellschaft für die Förderung der Umweltqualität);
- 17° die «Société publique de Gestion de l'Eau» (öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung);
- 18° die «Société régionale wallonne du Transport» (Wallonische Regionale Verkehrsgesellschaft);
- 19° die «Société wallonne de l'Aéronautique et de l'Espace» (Wallonische Gesellschaft für die Luftfahrt und den Weltraum);
- 20° die «Société wallonne des Aéroports» (Wallonische Flughafengesellschaft);
- 21° die «Société wallonne des Eaux» (Wallonische Wassergesellschaft);
- 22° die «Société wallonne de l'Economie sociale marchande» (Wallonische Gesellschaft für soziale Marktwirtschaft);
- 23° die «Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures» (Wallonische Gesellschaft für die zusätzliche Finanzierung der Infrastrukturen);
- 24° die «Société wallonne du Logement» (Wallonische Wohngunsbaugesellschaft);
- 25° die «Société wallonne de Financement et de Garanties des petites et moyennes entreprises» (Wallonische Finanzierungs- und Garantiegesellschaft der Klein- und Mittelbetriebe);
- 26° die «Société de Transports en commun du Brabant wallon» (Verkehrsgesellschaft Wallonisch-Brabant);
- 27° die «Société de Transports en commun de Charleroi» (Verkehrsgesellschaft Charleroi);
- 28° die «Société de Transports en commun du Hainaut» (Verkehrsgesellschaft Hennegau);
- 29° die «Société de Transports en commun de Liège-Verviers» (Verkehrsgesellschaft Lüttich-Verviers);
- 30° die «Société de Transports en commun de Namur-Luxembourg» (Verkehrsgesellschaft Namur-Luxemburg);
- 31° Wallimage;
- 32° die «Commission wallonne pour l'Energie» (Wallonische Kommission für Energie).

§ 2. Nach seinem Inkrafttreten findet das vorliegende Dekret Anwendung auf jegliche juristische Person, für die das Dekret oder der Erlass zu ihrer Errichtung einen Regierungskommissar einsetzt.

#### KAPITEL II — Ernennung und Abberufung des Regierungskommissars

**Art. 4** - § 1. Der Regierungskommissar wird durch die Regierung ernannt. Vor seiner Ernennung überprüft die Regierung:

- 1° dass der Kandidat eine ausreichende Verfügbarkeit zur Ausübung seines Mandats besitzt;
- 2° anhand eines vorgelegten Lebenslaufs, dass der Kandidat über ausreichende berufliche Fähigkeiten und über die notwendige Erfahrung insbesondere in den Tätigkeitsbereichen der Einrichtung verfügt;
- 3° anhand eines vorgelegten Leumundszeugnisses, dass der Kandidat keine strafrechtliche Verurteilung aufweist, die mit der Ausübung des Mandats eines Regierungskommissars unvereinbar ist, oder mangels dessen einer Erklärung auf Ehre, dass er eine solche Verurteilung nicht verwirkt hat;
- 4° dass der Kandidat durch eine schriftliche Erklärung auf Ehre bescheinigt, dass keine der in Artikel 5 erwähnten Hypothesen auf ihn zutreffen;
- 5° dass es seitens des Kandidaten keinen funktionellen oder persönlichen, direkten oder indirekten Interessenkonflikt gibt aufgrund der Ausübung einer Tätigkeit oder des Besitzes von Interessen in einer juristischen Person, die eine mit der Einrichtung konkurrierende Tätigkeit ausübt.

§ 2. Bei Rücktritt, Versterben oder Abberufung des Regierungskommissars oder wenn dieser ein unvereinbares Amt ausübt, wird er unverzüglich nach dem in § 1 vorgesehenen Verfahren ersetzt.

**Art. 5** - Die Regierung darf eine Person nicht als Regierungskommissar bezeichnen, wenn diese Mitglied oder Sympathisant irgendeiner Einrichtung, Partei, Vereinigung oder juristischen Person ist, welche die insbesondere in der Konvention zum Schutze der Menschenrechte und der Grundfreiheiten, in den dieser Konvention beigefügten Protokollen, die in Belgien in Kraft sind, im Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen und im Gesetz vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermordes oder jeder anderen Form des Völkermordes, aufgeführten demokratischen Grundsätze nicht beachtet.

Wenn die Regierung die Bewerbung einer Person aufgrund des vorigen Absatzes ablehnt, hat sie ihren Beschluss besonders zu begründen.

**Art. 6 - § 1.** Unbeschadet sonstiger durch oder kraft eines Gesetzes, eines Dekrets, eines Erlasses oder der Satzungen der Einrichtung vorgesehenen Beschränkungen ist der Auftrag des Regierungskommissars nicht vereinbar mit dem Mandat oder den Funktionen eines:

1° Mitglieds der Regierung des Föderalen Staats, einer Region oder einer Gemeinschaft;

2° Mitglieds des Europäischen Parlaments, der föderalen gesetzgebenden Kammern oder eines Parlaments einer Region oder einer Gemeinschaft;

3° Provinzgouverneurs oder -abgeordneten;

4° Personalmitglieds der Einrichtung oder ihres Verwaltungsorgans oder einer ihrer Tochtergesellschaften oder des Verwaltungsorgans einer dieser Tochtergesellschaften;

5° außenstehenden oder regelmäßigen Beraters der Einrichtung;

6° Bürgermeisters, Schöffen, Vorsitzenden eines öffentlichen Sozialhilfezentrums und Vorsitzenden einer Interkommunale.

§ 2. Wenn im Laufe seines Mandats der Regierungskommissar das Ausüben eines in Paragraph 1 erwähnten Amtes oder Mandats annimmt, wird sein Mandat von Rechts wegen aufgehoben. Er wird durch einen gemäß Artikel 4 ernannten Regierungskommissar ersetzt.

**Art. 7 -** Unbeschadet der Möglichkeit, jederzeit den Auftrag des Kommissars zu beenden, kann die Regierung den Regierungskommissar nach seiner Anhörung abberufen, wenn:

1° wissentlich eine mit der Aufgabe oder dem Gesellschaftszweck der Einrichtung nicht vereinbare Amtshandlung vorgenommen hat;

2° im Rahmen der Ausübung seiner Aufgaben ein schweres Verschulden oder eine schwere Nachlässigkeit begangen hat;

3° im Laufe eines selben Jahres bei mehr als drei ordnungsmäßig einberufenen Versammlungen, für die seine Anwesenheit aufgrund des Dekrets oder des Erlasses zur Errichtung der Einrichtung erfordert war, unentschuldigt abwesend war;

4° die in Artikel 4, § 1 vorgesehenen Bedingungen nicht mehr erfüllt.

Im Laufe seiner Anhörung ist der Regierungskommissar berechtigt, sich durch die Person seiner Wahl beistehen zu lassen.

### KAPITEL III — Aufgaben des Regierungskommissars

**Art. 8 - § 1.** Der Regierungskommissar ist mit der Kontrolle der Einrichtung, in der er seine Aufgaben ausübt, was die Gesetzmäßigkeit und das Interesse der Allgemeinheit betrifft, beauftragt.

§ 2. Innerhalb einer Frist von vier vollen Tagen reicht der Regierungskommissar einen Einspruch gegen jeglichen Beschluss ein, den er als im Gegensatz zu den Gesetzen, zu den Dekreten, zu den Erlassen, zu den Satzungen, zum Geschäftsführungsvertrag und zum Interesse der Allgemeinheit betrachtet.

Dieser Einspruch hat eine aufschiebende Wirkung.

Die Frist von vier Tagen läuft ab dem Tage der Versammlung, während welcher der Beschluss gefasst worden ist, insofern der Regierungskommissar vorschriftsmäßig zur Versammlung geladen worden ist, oder, im gegenteiligen Fall, ab dem Tag, an dem er über den besagten Beschluss informiert worden ist.

Wenn der Regierungskommissar den im ersten Absatz erwähnten Einspruch einreicht, verfügt die Regierung über eine Frist von dreißig vollen Tagen, die ab demselben Tage wie dem im vorstehenden Absatz erwähnten Tage läuft, um den Beschluss der Einrichtung zu annullieren. Nach Ablauf dieser Frist wird der Beschluss der Einrichtung rechtskräftig. Durch Beschluss der Regierung kann die Frist von dreißig Tagen um eine neue Frist von zehn Tagen verlängert werden.

Der Verlängerungs- oder Annullierungsbeschluss wird der Einrichtung durch einen bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung zugestellt.

**Art. 9 -** Der Regierungskommissar kann außerdem in die Tagesordnung der Organe, in denen er tagen wird, die gesamten Punkte, die er im Rahmen der Ausübung seiner Aufgabe für notwendig erachtet, aufnehmen lassen, und insbesondere die Punkte in Bezug auf:

1° die Einhaltung des Dekrets oder des Erlasses zur Errichtung der Einrichtung;

2° die Einhaltung der Satzungen der Einrichtung;

3° ggf. die Einhaltung der Verpflichtungen des öffentlichen Verwalters, die sich aus dem Dekret zur Organisation des Statuts des öffentlichen Verwalters ergeben;

4° ggf. die Einhaltung der Verpflichtungen, die sich aus dem Dekret bezüglich des Geschäftsführungsvertrags in gewissen wallonischen öffentlichen Einrichtungen oder aus dem Geschäftsführungsvertrag selbst ergeben.

**Art. 10 -** Der Regierungskommissar erstattet besonders dem Minister-Präsidenten, dem Aufsichtsminister und dem Minister des Haushalts Bericht über jeden Beschluss oder jede Handlung des Verwaltungsorgans, der bzw. die eine bedeutende Auswirkung auf die Ausübung der Aufgabe öffentlichen Dienstes der Einrichtung, auf den Haushalt der Wallonischen Region oder ggf. auf die Verpflichtungen, die sich aus dem Geschäftsführungsvertrag ergeben, haben könnte.

Der Regierungskommissar erstattet ebenfalls besonders dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört, Bericht über jeden Beschluss oder jede Handlung des Verwaltungsorgans, der bzw. die eine bedeutende Auswirkung auf das Statut der Bediensteten der Einrichtung haben könnte.

**Art. 11** - Der Regierungskommissar teilt dem Minister-Präsidenten, dem Aufsichtsminister und dem Minister des Haushalts Folgendes mit:

1° innerhalb von zwei Werktagen nach ihrem Eingang die Tagesordnung jeder der Versammlungen, bei denen seine Anwesenheit aufgrund des Dekrets oder des Erlasses zur Errichtung der Einrichtung erfordert ist, wobei ggf. die Aufmerksamkeit der Minister auf die wesentlichen Punkte und auf jeden Fall auf die seine Aufgabe betreffenden Punkte bezüglich der in Artikel 12, § 1 des Dekrets über das Statut des öffentlichen Verwalters erwähnten strategischen Beschlüsse gelenkt wird;

2° innerhalb von fünf Werktagen nach den unter 1° erwähnten Versammlungen einen ausführlichen Bericht, der mindestens jegliche nützliche Beobachtung über die wesentlichen Punkte und die bei den besagten Versammlungen getroffenen oder geplanten strategischen Beschlüsse umfasst.

**Art. 12** - Der Regierungskommissar oder ein einziger der Regierungskommissare, wenn mehrere Kommissare innerhalb der Einrichtung ernannt worden sind, teilt unverzüglich dem Minister-Präsidenten, dem Aufsichtsminister und dem Minister des Haushalts die von ihnen ersuchten Informationen über seine Aufgabe ggf. zusammen mit seinen Kommentaren mit.

**Art. 13** - Der Regierungskommissar teilt dem Minister-Präsidenten, dem Aufsichtsminister und dem Minister des Haushalts einen dreimonatlichen Bericht über die Finanzlage der Einrichtung sowie einen sechsmonatlichen Bericht über die bedeutenden Entwicklungen dieser Finanzlage mit.

**Art. 14** - Der Regierungskommissar verfasst für den Minister-Präsidenten, den Aufsichtsminister und den Minister des Haushalts ein schriftliches und ausführliches Gutachten, wenn:

1° die Kommissare-Revisoren oder ggf. mangels deren die Rechnungsprüfer, deren Beteiligung durch das Dekret oder den Erlass zur Errichtung der Einrichtung vorgesehen ist, das Verwaltungsorgan darüber informieren, dass sie einen Umstand festgestellt haben, der die Weiterführung der Einrichtung gefährden könnte;

2° er feststellt, dass ein öffentlicher Verwalter gegen die Verpflichtungen, die ihm aufgrund des Dekrets über das Statut des öffentlichen Verwalters oder aufgrund der Charta des öffentlichen Verwalters zukommen, verstoßen hat.

**Art. 15** - Bei der Ausübung seiner Aufgaben verfügt der Regierungskommissar über die weitestgehenden Befugnisse. Er ist berechtigt, jederzeit sowie an Ort und Stelle die Bücher, den Briefwechsel, die Protokolle und im allgemeinen die gesamten Unterlagen und die gesamten Verbuchungen der Einrichtung einsehen. Zu gegebener Zeit bekommt er die gesamten Unterlagen, die sich auf die Fragen beziehen, die auf der Tagesordnung der Organe, in denen er tagen soll, stehen.

Der Regierungskommissar kann die gesamten Verwalter, Bediensteten oder Beauftragten um die gesamten Erläuterungen oder Informationen ersuchen und die gesamten Überprüfungen, die er für die Ausübung seiner Aufgaben als notwendig erachtet, vornehmen.

**Art. 16** - § 1. Unbeschadet der in Artikeln 10 bis 14 stehenden Bestimmungen sowie der Verpflichtungen, die sich aus dem Gesetz oder dem Dekret ergeben, ist der Regierungskommissar nicht berechtigt, die Informationen, die er im Rahmen seiner Aufgaben zur Kenntnis genommen hat, zu benutzen oder zu veröffentlichen, wenn die Benutzung oder die Veröffentlichung dieser Informationen den Interessen der Einrichtung schaden kann.

§ 2. Die Empfänger der kraft Artikel 10 bis 14 mitgeteilten Informationen sind nicht berechtigt, diese Informationen zu benutzen oder zu veröffentlichen, wenn die Benutzung oder die Veröffentlichung dieser Informationen den Interessen der Einrichtung schaden kann.

**Art. 17** - Der Regierungskommissar hält sich über die gesetzlichen und verordnungsmäßigen Entwicklungen allgemeiner und sektoraler Art in Bezug auf seinen Status, seine Funktionen, sowie in Bezug auf seine Aufgaben oder den Gesellschaftszweck der Einrichtung auf dem Laufenden.

Zu diesem Zweck organisiert oder finanziert die Einrichtung für den Regierungskommissar Informationsveranstaltungen oder Ausbildungszyklen, um dem Regierungskommissar die stetige Weiterbildung zu ermöglichen.

**Art. 18** - Laut einem durch die Regierung festgelegten Verfahren unterrichtet diese den Regierungskommissar über ihre zweckmäßigen Orientierungen in Sachen Satzungen, Aufgaben und Gesellschaftszweck der Einrichtung.

**Art. 19** - Wenn in Anwendung von Artikel 12, § 2 des Dekrets über das Statut des öffentlichen Verwalters die Regierung dem Verwaltungsorgan der Einrichtung ihre Position hinsichtlich der geplanten strategischen Entscheidung mitteilt, informiert sie ebenfalls den Regierungskommissar darüber.

#### KAPITEL IV — *Charta des Regierungskommissars*

**Art. 20** - Die Regierung oder der Aufsichtsminister schließt mit dem Regierungskommissar eine Charta des Regierungskommissars ab.

Die Regierung verabschiedet den Inhalt dieser Charta.

Diese beinhaltet mindestens die Verpflichtung des Regierungskommissars:

1° zu gewährleisten, dass das Interesse der Allgemeinheit, die Gesetzmäßigkeit und die Ziele der Einrichtung, so wie sie in den gesetzlichen Rahmenbedingungen und in dem Geschäftsführungsvertrag bestimmt sind, beachtet werden;

2° in Übereinstimmung mit den geltenden Normen die Interessen des öffentlichen Aktionärs sowohl in den öffentlichen Diensten als auch in den sonstigen Tätigkeiten der Einrichtung zu wahren;

3° seine beruflichen Fähigkeiten in den Tätigkeitsbereichen der Einrichtung zu entfalten und auf den neuesten Stand zu bringen;

4° die gesamten schriftlichen Berichte und Gutachten gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets mit der erforderlichen Sorgfalt zu verfassen und diese den betroffenen Ministern zu übermitteln;

5° die Informationen gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets mitzuteilen;

6° die größte Verschwiegenheit über die Ausübung seines Auftrags, insbesondere über die Informationen und Angaben, die ein Minister ihm mitteilen könnte, einzuhalten.



KAPITEL V — *Übergangs- und Schlussbestimmung*

**Art. 21** - Die Einrichtungen werden darauf achten, ihre Satzungen in Einklang mit den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets zu bringen.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 12. Februar 2004

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,  
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,  
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,  
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,  
Th. DETIENNE

Der Minister der Beschäftigung und der Ausbildung,  
Ph. COURARD

—  
Fußnote

(1) *Sitzung 2003-2004.*

*Dokumente des Rats 622 (2003-2004), Nrn. 1 bis 5.*

*Ausführliches Sitzungsprotokoll - öffentliche Sitzung vom 11. Februar 2004.*

*Diskussion, abstimmung.*

—  
VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 1020

[2004/200756]

**12 FEBRUARI 2004. — Decreet betreffende de Regeringscommissarissen (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

**Artikel 1.** Dit decreet regelt aangelegenheden bedoeld bij artikel 39 van de Grondwet.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° « Regeringscommissaris » : de persoon die door de Regering wordt aangewezen, ongeacht de benaming van zijn ambt, om opdrachten uit te oefenen inzake informatieverstrekking en controle over de wettelijkheid en het openbaar belang in een instelling;

2° « instelling » : elke rechtspersoon bedoeld in artikel 3;

3° « bestuursorgaan » : de raad van bestuur van de instelling of, bij ontstentenis, elk ander orgaan, ongeacht diens benaming, die over alle bevoegdheden beschikt die noodzakelijk zijn voor de verwezenlijking van de opdracht of het maatschappelijk doel van de rechtspersoon;

4° « handvest van de Regeringscommissaris » : de formele verbintenis die gesloten is tussen de Regering of de toezichthoudend minister en de regeringscommissaris, overeenkomstig artikel 20;

5° « Toezichthoudend Minister » : de Minister van de regering aan wie een bijzondere controlebevoegdheid over de instelling bedoeld in artikel 3, §§ 1 en 2, is toegewezen krachtens het decreet of het besluit tot oprichting van die instelling of het besluit tot verdeling van de bevoegdheden in de Regering;

6° « Regering » : de Regering van het Waalse Gewest.

**Art. 3.** § 1. Dit decreet geldt voor volgende instellingen :

1° het « Agence wallonne à l'Exportation » (Waals Exportagentschap);

2° het « Agence wallonne des Télécommunications » (Waals Agentschap voor Telecommunicatie);

3° het « Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie » (Woningfonds van de Kroostrijke Gezinnen van Wallonië);

4° de Intercommunale van het circuit Spa-Francorchamps;

5° het « Office for Foreign Investors in Wallonia »;

6° de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling);

- 7° de autonome haven van regio « Centre » en regio « West »;
- 8° de autonome haven van Charleroi;
- 9° de autonome haven van Luik;
- 10° de autonome haven van Namen;
- 11° de V.Z.W. Sociale Dienst;
- 12° de « Société aéroportuaire de Bierset » (Luchthavenmaatschappij Bierset);
- 13° de « Société de Gestion et de Participations » (Beheers- en Participatiemaatschappij);
- 14° de « Société pour le Fonds de Rénovation industrielle » (Maatschappij voor het Industriële Renovatiefonds);
- 15° de « Société wallonne de Crédit social » (Waalse Maatschappij voor Sociaal Krediet);
- 16° de « Société publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement » (Openbare Maatschappij voor Hulpverlening inzake de Verbetering van het Leefmilieu);
- 17° de « Société publique de Gestion de l'Eau » (Openbare Maatschappij voor Waterbeheer);
- 18° de « Société régionale wallonne du Transport » (Waalse Gewestelijke Vervoersmaatschappij);
- 19° de « Société wallonne de l'Aéronautique et de l'Espace » (Waalse Lucht- en Ruimtevaartmaatschappij);
- 20° de « Société wallonne des Aéroports » (Waalse Maatschappij voor Luchthavens);
- 21° de « Société wallonne des Eaux » (Waalse Watermaatschappij);
- 22° de « Société wallonne de l'Economie sociale marchande » (Waalse Maatschappij voor Sociale Markteconomie);
- 23° de « Société wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures » (Waalse Maatschappij voor de Aanvullende Financiering van de Infrastructuur);
- 24° de « Société wallonne du Logement » (Waalse Huisvestingsmaatschappij);
- 25° de « Société wallonne de Financement et de Garantie des Petites et Moyennes Entreprises » (Waalse Maatschappij voor de Financiering en de Waarborg van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen);
- 26° de openbare vervoersmaatschappij Waals-Brabant;
- 27° de openbare vervoersmaatschappij Charleroi;
- 28° de openbare vervoersmaatschappij Henegouwen;
- 29° de openbare vervoersmaatschappij Luik-Verviers;
- 30° de openbare vervoersmaatschappij Namen-Luxemburg;
- 31° Wallimage;
- 32° de Waalse Energiecommissie.

§ 2. Na inwerkingtreding ervan geldt dit decreet voor elke rechtspersoon waarvan het decreet of besluit tot oprichting ervan een Regeringscommissaris instelt.

#### HOOFDSTUK II. — *Aanwijzing en afzetting van de regeringscommissaris*

**Art. 4.** § 1. De Regeringscommissaris wordt door de regering benoemd. Vóór diens benoeming gaat de regering na :

- 1° of de kandidaat voldoende beschikbaar is om zijn mandaat uit te oefenen;
- 2° via de voorlegging van een curriculum vitae, of de kandidaat over de beroepsvaardigheden, de nuttige ervaring, inzonderheid in de activiteitengebieden van de instelling, beschikt;
- 3° via de voorlegging van een bewijs van goed zedelijk gedrag, of de kandidaat geen enkele strafrechtelijke veroordeling heeft opgelopen die onverenigbaar zou zijn met de uitoefening van het mandaat van Regeringscommissaris of, bij ontstentenis, een verklaring op erewoord dat hij niet een dergelijke veroordeling heeft opgelopen;
- 4° of de kandidaat via een verklaring op erewoord schriftelijk bevestigt dat hij zich niet in de veronderstellingen bedoeld in artikel 5 bevindt;
- 5° of er bij de kandidaat geen rechtstreeks of onrechtstreeks functioneel of persoonlijk belangenconflict bestaat wegens de uitoefening van een activiteit of het hebben van belangen bij een rechtspersoon die een activiteit uitoefent die met de activiteit van de instelling in concurrentie is.

§ 2. Bij ontslag, overlijden of afzetting van de regeringscommissaris of indien er door hem een onverenigbaar ambt wordt uitgeoefend, wordt hij zo spoedig mogelijk vervangen volgens de procedure bedoeld in paragraaf 1.

**Art. 5.** De regering mag niemand als Regeringscommissaris aanwijzen die lid is van of sympathiseert met elke instelling, partij, vereniging of rechtspersoon ongeacht welke ze zijn, die de democratische beginselen van het Verdrag tot Bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden, van de aanvullende protocols bij dat verdrag die in België gelden, de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden, en de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse Nationaal-Socialistische regime is gepleegd, niet naleeft.

Als de regering de kandidatuur van een persoon op grond van vorig lid verwerpt, motiveert hij zijn beslissing op bijzondere wijze.

**Art. 6.** § 1. Onverminderd andere beperkingen bepaald bij of krachtens een wet, een decreet, een besluit of de statuten van de instelling is de opdracht van regeringscommissaris onverenigbaar met het mandaat of ambt van :

1° lid van de Regering van de Federale Overheid, een Gewest of een Gemeenschap;

2° lid van het Europees Parlement, de federale wetgevende Kamers of een parlement van een Gewest of een Gemeenschap;

3° provinciegouverneur of -gedeputeerde;

4° personeelslid van de instelling of diens bestuursorgaan, of van één van de dochtermaatschappijen ervan of het bestuursorgaan van één van de dochtermaatschappijen;

5° externe raadgever of regelmatige adviesgever van de instelling;

6° burgemeester, schepen, voorzitter van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of voorzitter van een intercommunale.

§ 2. Indien de regeringscommissaris in de loop van zijn mandaat aanvaardt om een ambt of een mandaat bedoeld in paragraaf 1 uit te oefenen, wordt zijn mandaat van rechtswege beëindigd. Hij wordt vervangen door een Regeringscommissaris die benoemd wordt overeenkomstig artikel 4.

**Art. 7.** Onverminderd de mogelijkheid om te allen tijde de opdrachten van de Regeringscommissaris te beëindigen, kan de regering hem na hem te hebben gehoord afzetten in volgende veronderstellingen :

1° indien hij bewust een handeling gepleegd heeft die onverenigbaar is met de opdracht of het maatschappelijk doel van de instelling;

2° indien hij een fout of een ernstige nalatigheid begaan heeft in de uitoefening van zijn opdrachten;

3° indien hij in de loop van éénzelfde jaar zonder verantwoording afwezig is gebleven van meer dan drie regelmatig bijeengeroepen vergaderingen en waarop zijn aanwezigheid vereist is krachtens het decreet of het besluit tot oprichting van de instelling;

4° indien hij de voorwaarden bepaald in artikel 4, § 1, niet meer vervult.

De Regeringscommissaris kan bij de hoorzitting bijgestaan worden door de persoon van zijn keuze.

### HOOFDSTUK III. — *Opdrachten van de Regeringscommissaris*

**Art. 8.** § 1. De opdracht van de Regeringscommissaris bestaat erin de instelling waarin hij zijn opdrachten uitoefent, te controleren op de wettelijkheid en het openbaar belang.

§ 2. Binnen een termijn van vier volle dagen oefent de Regeringscommissaris een beroep uit tegen elke beslissing die hij strijdig acht met de wetten, de decreten, de besluiten, het beheerscontract en het openbaar belang.

Het beroep is opschortend.

De termijn van vier dagen gaat in te rekenen van de dag waarop de vergadering plaatsvindt waarop de beslissing getroffen is, voor zover de commissaris regelmatig is opgeroepen of, in het tegenovergestelde geval, te rekenen van de dag waarop hij kennis heeft gekregen van bedoelde beslissing.

Indien de Regeringscommissaris het beroep bedoeld in het eerste lid uitoefent, beschikt de regering over een termijn van dertig volle dagen die ingaat dezelfde dag als die bedoeld in vorig lid, om de beslissing van de instelling te vernietigen. Als die termijn éénmaal voorbij is, is de beslissing van de instelling definitief. De termijn van dertig dagen kan bij regeringsbeslissing worden verlengd met een nieuwe termijn van tien dagen.

Van de beslissing tot verlenging of vernietiging wordt bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst aan de instelling kennis gegeven.

**Art. 9.** De Regeringscommissaris kan alle punten die hij nuttig acht in het kader van de vervulling van zijn opdracht, en meer bepaald wat hiernavolgende punten betreft, laten opnemen in de agenda van de organen waar hij zitting dient te nemen :

1° de naleving van het decreet of het besluit tot oprichting van de instelling;

2° de naleving van de statuten van de instelling;

3° in voorkomend geval, de naleving van de verplichtingen van de overheidsbestuurder voortvloeiend uit het decreet tot regeling van het statuut van de overheidsbestuurder;

4° in voorkomend geval, de naleving van de verplichtingen voortvloeiend uit het decreet betreffende het beheerscontract in bepaalde Waalse openbare instellingen of van het beheerscontract zelf.

**Art. 10.** De Regeringscommissaris brengt in het bijzonder verslag uit aan de Minister-President, de toezichhoudend Minister en de Minister van Begroting over elke beslissing of handeling van het bestuursorgaan die een significante invloed dreigen uit te oefenen op de implementering van de opdracht van openbare dienstverlening van de instelling, op de begroting van het Waalse Gewest of, in voorkomend geval, op de verplichtingen voortvloeiend uit het beheerscontract.

De Regeringscommissaris brengt eveneens in het bijzonder verslag uit aan de Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken over elke beslissing of handeling van het bestuursorgaan die een significante invloed dreigen uit te oefenen op het statuut van de personeelsleden van de instelling.

**Art. 11.** De Regeringscommissaris deelt aan de Minister-President, de toezichhoudend Minister en de Minister van Begroting mee :

1° binnen de twee werkdagen na ontvangst ervan, de agenda van elke vergadering waarop zijn aanwezigheid vereist is krachtens het decreet of het besluit tot oprichting van de instelling waarbij hij, in voorkomend geval, de ministers attent maakt op de hoofdpunten en, in elke veronderstelling, attent maakt op de punten die verband houden met zijn opdracht met betrekking tot de strategische beslissingen bedoeld in artikel 12, § 1, van het decreet tot regeling van het statuut van de overheidsbestuurder;

2° binnen de vijf werkdagen volgend op de vergaderingen bedoeld in 1°, een omstandig verslag met minstens elke nuttige opmerking betreffende de hoofdpunten en de strategische beslissingen die aangenomen of in het vooruitzicht gesteld zijn op die vergaderingen.

**Art. 12.** De Regeringscommissaris of één enkele Regeringscommissaris, indien meerdere commissarissen zijn benoemd in de instelling, deelt zo spoedig mogelijk de inlichtingen betreffende zijn opdracht waarom zij verzoeken, aan de Minister-President, de toezichhoudend Minister en de Minister van Begroting mee, voorzien in voorkomend geval van zijn commentaar.

**Art. 13.** De Regeringscommissaris deelt een kwartaalverslag mee over de schatkisttoestand van de instelling, en een halfjaarverslag over de markante evolutie ervan mee aan de Minister-President, de toezichhoudend Minister en de Minister van Begroting.

**Art. 14.** De Regeringscommissaris stelt ter attentie van de Minister-President, de toezichhoudend Minister en de Minister van Begroting een schriftelijk en omstandig advies mee, gesteld :

1° dat de commissarissen-revisoren of, in voorkomend geval, bij ontstentenis, de accountants wier tussenkomst bepaald is bij het decreet of het besluit tot oprichting van de instelling, het bestuursorgaan erover inlichten dat er een toestand is vastgesteld die de continuïteit van de instelling in het gedrang zou kunnen brengen;

2° dat hij bepaalde tekortkomingen vaststelt die begaan zijn door een overheidsbestuurder ten opzichte van de verplichtingen die hem toebehoren krachtens het decreet tot regeling van het statuut de overheidsbestuurder of krachtens het handvest van de overheidsbestuurder.

**Art. 15.** In de uitoefening van zijn opdrachten beschikt de Regeringscommissaris over de meest uitgebreide bevoegdheden. Hij kan te allen tijde ter plaatse kennis nemen van de boeken, de briefwisseling, de notulen en over het algemeen alle documenten en geschriften van de instelling. Hij ontvangt te gelegener tijd alle documenten die verband houden met de vraagstukken die geagendeerd worden in de organen waarin hij zitting dient te nemen.

De Regeringscommissaris kan van alle bestuurders, personeelsleden of beambten alle uitleg of inlichtingen eisen en alle verificaties verrichten die hem noodzakelijk lijken voor de uitvoering van zijn opdrachten.

**Art. 16.** § 1. Onverminderd de bepalingen van de artikelen 10 tot en met 14 noch de verplichtingen die uit wet of decreet voortvloeien kan de Regeringscommissaris inlichtingen waarvan hij in het kader van zijn opdrachten kennis van gekregen heeft niet gebruiken of verspreiden, indien het gebruik of de verspreiding van aard is om de belangen van de instelling schade te berokkenen.

§ 2. De personen voor wie de inlichtingen medegedeeld krachtens de artikelen 10 tot en met 14 bestemd zijn, hebben niet de toelating om die inlichtingen te gebruiken of te verspreiden, indien het gebruik of de verspreiding van aard is om de belangen van de instelling schade te berokkenen.

**Art. 17.** De Regeringscommissaris houdt zich op de hoogte van de ontwikkeling van wet- en regelgeving, ofwel algemeen ofwel sectoraal, in verband met zijn statuut, zijn ambt, evenals met de opdracht of het maatschappelijk doel van bedoelde maatschappij.

Daaroe organiseert of financiert de instelling ten behoeve van de Regeringscommissaris informatievergaderingen of vormingscursussen om de Regeringscommissaris in de mogelijkheid te stellen om zijn permante vorming te waarborgen.

**Art. 18.** Volgens een door de regering vastgestelde procedure licht laatstgenoemde de Regeringscommissaris in over diens beleidskeuzes met betrekking tot de statuten, de opdrachten en het maatschappelijk doel van de instelling.

**Art. 19.** Indien de regering overeenkomstig artikel 12, § 2, van het decreet tot regeling van het statuut van de overheidsbestuurder het bestuursorgaan van de instelling zijn standpunt in verband met een in het vooruitzicht gestelde strategische beslissing mededeelt, licht hij daar eveneens de Regeringscommissaris over in.

#### HOOFDSTUK IV. — *Handvest van de Regeringscommissaris*

**Art. 20.** De regering of de toezichhoudend minister sluit met de Regeringscommissaris een handvest van de Regeringscommissaris.

De regering bepaalt de inhoud van dat handvest.

Daarin wordt minstens melding gemaakt van de verbintenis van de Regeringscommissaris om :

1° ervoor te zorgen dat het openbaar belang, de wettelijkheid en de doelstellingen van de instellingen zoals omschreven in het regelgevend kader en in het beheerscontract, worden nageleefd;

2° de belangen van de overheidsaandeelhouder zowel in de openbare dienstverlening als in de andere activiteiten van de instelling in overeenstemming met de vigerende normen te vrijwaren;

3° zijn beroepsvaardigheden in de activiteitsgebieden van de instelling te ontwikkelen en bij te houden;

4° met de vereiste spoed alle schriftelijke verslagen en adviezen op te stellen en aan de betrokken Ministers over te maken, overeenkomstig de bepalingen van dit decreet;

5° de inlichtingen mede te delen overeenkomstig de bepalingen van dit decreet;

6° de grootste discretie te bewaren over de uitoefening van zijn opdracht, meer in het bijzonder wat betreft de inlichtingen en aanwijzingen die hij van een minister zou krijgen.

HOOFDSTUK V. — *Overgangs- en slotbepaling*

**Art. 21.** De instellingen waken erover hun statuten in overeenstemming te brengen met de bepalingen van dit decreet.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 12 februari 2004.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,  
S. KUBLA  
De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS  
De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,  
M. DAERDEN  
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET  
De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART  
De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ch. MICHEL  
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE  
De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Ph. COURARD

—  
Nota

*Zitting 2003-2004.*

*Stukken van de Raad 622 (2003-2004) nrs. 1 tot en met 5.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 11 februari 2004.*

*Bespreking, stemming.*



## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1021

[2004/200763]

## 12 FEVRIER 2004. — Décret relatif au statut de l'administrateur public (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Généralités*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle une matière visée par l'article 39 de la Constitution.

**Art. 2.** Pour l'application du présent décret, on entend par :

1<sup>o</sup> "administrateur public" : toute personne ou son suppléant :

a. qui, de manière cumulative :

- siège au sein de l'organe chargé de la gestion d'une personne morale visée à l'article 3;
- a été nommée par le Gouvernement ou sur proposition de celui-ci, conformément au décret ou à l'arrêté portant création de ladite personne morale, à ses statuts ou aux droits du Gouvernement dans l'actionnariat, ou a été désignée par le Gouvernement wallon dans une des sociétés de Transport en commun sur proposition de la Société régionale wallonne du Transport;

b. et qui :

- n'est pas membre de droit de l'organe de gestion d'une personne morale visée à l'article 3;
- n'a pas été nommée, au sein de l'organe de gestion d'une personne morale visée à l'article 3, sur intervention de tiers disposant de ce pouvoir, conjointement ou non avec le Gouvernement;

2<sup>o</sup> "gestionnaire public" : toute personne qui n'est pas nommée en vertu des dispositions de l'arrêté du Gouvernement du 17 novembre 1994 portant sur le statut des fonctionnaires de la Région, autre qu'un administrateur public, chargée de la gestion journalière, ou agissant au sein de l'organe chargé de la gestion journalière de l'organisme, et nommée par le Gouvernement ou sur proposition de celui-ci;

3<sup>o</sup> "organe de gestion" : le conseil d'administration de la personne morale visée aux articles 3 et 17 ou, à défaut, tout autre organe, quelle que soit sa dénomination, qui dispose de tous les pouvoirs nécessaires à la réalisation de la mission ou de l'objet social de la personne morale;

4<sup>o</sup> "organisme" : la personne morale dans laquelle les administrateurs publics visés à l'article 3 exercent leurs fonctions;

5<sup>o</sup> "chartes" : les engagements formels conclus conformément aux articles 16 ou 17 du présent décret;

6<sup>o</sup> "Ministre de tutelle" : le Ministre du Gouvernement qui s'est vu attribuer un pouvoir de contrôle particulier sur l'organisme visé à l'article 3, §§ 1<sup>er</sup>, 2 et 3, en vertu du décret ou de l'arrêté portant création dudit organisme ou de l'arrêté portant répartition des compétences au sein du Gouvernement;

7<sup>o</sup> "Gouvernement" : le Gouvernement de la Région wallonne.